



Réagissez!

Est-il éthique d'investir dans les fonds dévolus aux denrées alimentaires?

[Http://ubs.lematin.ch](http://ubs.lematin.ch)

Actu. suite

UBS accusée de faire sa pub sur le dos des affamés

RAS-LE-BOL. Alors que la flambée des prix des céréales affame des milliers de gens, UBS et d'autres banques proposent de parier sur les matières premières

ETCs auf Agrarrohstoffe und Lebewieh.

La publicité UBS qui fait servir de ass pour une partie de la diasse publique. Elle vanta un fonds pour les matières premières.

Stéphane Germainier
steph@ubs.germanierfedpress.ch

Mais, farine, sucre, des produits de premières nécessités que des millions d'affamés dans le monde ne peuvent plus s'acheter au marché. Des denrées qui peuvent pourtant rapporter gros sur les marchés boursiers. Et UBS, contrairement à d'autres banques suisses, le fait savoir. L'établissement vient depuis peu d'annonçant rendement d'un fonds de placement dévoué aux matières premières. La pub de trop. Celle qui fait sortir de ses gonds une partie de la classe politique, à commencer par un tiers... de la droite.

Cette publicité est scandaleuse. Les banques et les grandes entreprises suisses doivent réagir. C'est une question d'éthique, de morale et de responsabilité sociale, s'empare Otto Ineichen, le conseiller national (PRD/LU) propriétaire des magazines Otto le Soldeur.

Pas seulement la laide au capitalisme

Le politicien est sorti du bols cette semaine pour dénoncer la spéculation qui fait artificiellement gonfler les prix de la nourriture et affame une grande partie du monde. «On ne peut plus se contenter de dire que c'est le capita-



laic l'initiative d'Otto Ineichen, mais la droite a toujours une guerre

de retard. Les hedge funds se déplacent comme un troupe de cirques sur les marchés boursiers. C'était d'abord les télévisions, ensuite l'immobilier et aujourd'hui ce filon s'attaque aux biens de première nécessité. Il faut régulariser les marchés et interdire la spéculation dans ces domaines, réagit le président du Parti socialiste, Christian Levrat.

Des céréales luxurieuses? Une réalité qui se vit au quotidien pour les Pakistanais lors d'une distribution de riz le 4 mai dernier à Alabam, en Irak (AFP).

Le PDC devrait déposer plusieurs interventions sur ce sujet lors de la session de juin, durant laquelle un débat urgent a été réclamé sur le thème de la crise alimentaire. Président du parti, Christophe Darbeloy refuse pourtant de s'emporter trop vite. «Il ne sert à rien de toujours s'élever contre les lois du marché et du commerce, mais il faut les développer de manière éthique.»

Ainsi qu'UBS et les milieux financiers s'empressent de répondre que les fausses de par le monde ne sont pas dues à la spéculation, mais à l'augmentation de la demande mondiale ou

encore à la baisse de la production, d'autres vont même jusqu'à assurer qu'investir dans les grains virtuels est social (lire ci-dessous).

Otto Ineichen ne croit pas beaucoup en l'action politique pour faire changer les choses. Il croit davantage sur l'autorégulation des acteurs du système, les banques privées et centrale en premier lieu. «Il faut dénoncer pour les mettre sous pression.» Il risque pourtant d'être difficile de faire plier les tenants de ce commerce mondial, dont près de 40% sont contrôlés par des sociétés basées en Suisse. »



Otto Ineichen, conseiller national (PRD/LU) et patron du magazine Otto le Soldeur

Isire et qu'il n'y a rien à faire. Si toutes les grandes enseignes bancaires, la Banque nationale et nos grands chefs d'entreprise n'osaient leurs freins, ils manqueraient les moyens de dire stop, dénoncer encore l'entrepreneur, qui se contente pour l'instant de lancer à un appel à la mobilisation.

LODI, exemple à suivre

Certaines banques n'ont pas attendu que les politiques s'en mêlent. Comme l'anticoop hier Le Joyeux, la banque genevoise Leonard Oudier Danier Hentsch vient de renoncer à spéculer sur les denrées alimentaires. Un exemple que plusieurs partis à Berna appellent à suivre.

«Cela fait des années que nous tirons la sonnette d'alarme. Le sa-

Un marché qui pèse plus de 5000 milliards de francs



◆ Depuis qu'une partie du monde aie farine, les salades qui les céréales ne font pas que pousser dans les champs mais aussi, et surtout, en Bourse. La plus grande place d'échanges se trouve à Chicago, où 3000 traders y négocient chaque jour un million de contrats à terme (+20% depuis le début de l'année) sur le blé, le soja, la vigne, le riz, le maïs, etc. L'autre plaque tournante, c'est Genève, où 40% du négoce mondial des matières premières emploie environ

6000 paroissons. Hier, Le Temps dénonçait l'impression de ces seigneurs du grain genevois qui refusent de s'expliquer sur leur responsabilité dans la flambée des prix. Interrogé par le quotidien, un expert en investissement dans les produits agricoles tente de retrouver le critique. «En réalité, il est totalement responsable d'investir dans l'agriculture», déclare Lionel Morlet. Il fait le saisonnier suivant: ceux qui gèrent des portefeuilles, à commencer par les fonds de

gestion, doivent protéger l'épargne des futures réalités. En gras, tout marché est basé à priori, surtout quand ceux des hypothèses et des comptes de crédit s'ouvrent. Pour l'instant, la spéculation sur les indices des matières premières reste limitée à 220 milliards de dollars par an, contre 5000 milliards pour la masse des échanges physiques sur ce marché. Mais le club fermé des seigneurs du grain ne fait que commencer à s'ouvrir aux spéculateurs pure et dure... » L. E.

◆ Par Catherine Morand,
journaliste



Le contenu de notre assiette donne le tournis

Cette semaine, dans notre supermarché, nous avons le choix entre des brochettes de crevettes élevées au Vietnam, en Equateur ou au Bangladesh. On pouvait aussi craquer pour des écrevisses de Chine, des steaks de cheval canadiens, accompagnés de petites pommes de terre israéliennes et de haricots égyptiens, avec en entrée des asperges du Mexique. Pour le dessert, du raisin indien, chilien ou sud-africain (sans pépins).

Au moment de passer à table, vous aurez certainement apprécié la chance que nous avons de réunir le monde entier dans nos assiettes. Mais vous aurez peut-être été saisis par un léger tournis en pensant au nombre de kilomètres parcourus par les produits qui composent votre menu. Ce ballet incessant d'avions, de bateaux, de trains, de camions qui nous livrent notre pitance quotidienne représente-t-il une particularité occidentale? Pas

du tout... Les boutiques de Bamako, Dakar ou Yaoundé, vendent du lait en poudre importé de France, des baguettes de pain fabriquées à base de blé américain. Sur les marchés, on trouve aussi des brisures de riz thaïlandais, des ailes de poulets de l'Union européenne. Situation paradoxale: les produits importés sont généralement moins chers que ceux produits localement. Au grand dam des paysans et des

éleveurs d'ici et d'ailleurs qui, sur leurs propres marchés, n'arrivent parfois plus à écouler leur production. Mais est-ce bien raisonnable que ce que nous mangions fasse des circuits aussi hallucinants? Selon le Worldwatch Institute qui scrute l'état de la planète, le trajet moyen parcouru par un aliment avant d'atterrir dans notre assiette est d'environ 2500 km. Calculer les distances parcourues par nos mets est

d'ailleurs devenu un jeu très tendance à l'heure des repas: les asperges arrivées par avion du Pérou? 10 000 km et 12,5 kg de CO₂. Un steak de bœuf argentin? 11 300 km et 14,5 kg de CO₂. Un repas de Noël a remporté la palme en totalisant 209 000 km, soit plus de cinq fois le tour du monde, avec en prime des émissions de 41,3 kg de CO₂. La flambée des cours du pétrole risque cependant de tempérer cette frénésie kilométrique qui

plombe le climat et donne à nos assiettes un fort parfum de CO₂. Du coup, soyons fous, rêvons: ne serait-il pas temps de revenir à une agriculture de proximité, où les gens consomment tout bêtement ce qu'ils produisent, et réciproquement, ce qui n'est pratiquement plus le cas ni ici ni ailleurs? ◊